eTAHERO
Le Portail des Etudiants d'Economie

Université Hassan II - Ain Chock
Faculté des Sciences Juridiques,
Economiques et Sociales



Semestre : 2
Module : Economie I
Elément : Macro-économie
Enseignant : Mr AFILAL

Eléments du cours

- La Monnaie
- Les politiques économiques

Portail des Etudiant d'Economie
www.e-tahero.net
contact@e-tahero.net

I LA MONNAIE

La monnaie est un bien qui n'a pas d'utilité en soi. Son utilité n'apparaît que dans le cadre d'une économie marchande :

- *Économie marchande :* économie caractérisée par le développement des échanges.

- *Économie de subsistance :* économie caractérisée par une forte autoconsommation et par une langue durabilité des biens.

La monnaie est un phénomène social, elle ne pourra jouer son rôle de moyen de paiement que si elle bénéficie de la confiance de l'ensemble des agents économiques, et surtout dans le système qui la crée (le système bancaire).

La monnaie est un moyen de paiement accepté au sein d'une communauté donnée (à l'intérieur des frontières politiques d'un pays). Ce n'est pas le cas de certaines monnaies appartenant à de grandes puissances économiques (dollar américain, l'euro), ces deux monnaies ont un champ d'action qui dépasse le territoire national.

En résumé, on peut dire que la monnaie est un moyen de paiement bénéficiant de la confiance des agents économiques, et acceptée généralement que sur le territoire national.

SECTION I : LES FONCTIONS ET LES FORMES DE LA MONNAIE

I - Les fonctions de la monnaie :

Les économistes sont presque d'accord pour attribuer à la monnaie trois fonctions essentielles :

A - La monnaie intermédiaire des échanges :

La monnaie facilite la circulation des biens entre les agents économiques et facilite aussi le développement des échanges.

La monnaie contribue donc indirectement au développement économique, puisque l'échange est l'un des moteurs de l'activité économique.

L'intervention de la monnaie remédie aux insuffisances du troc : problèmes de complémentarité d'intentions des coéchangistes, problèmes d'équivalence de valeurs des biens échangés.

La monnaie divise le troc en deux opérations distinctes : opération de vente et opération d'achat.

B - La monnaie étalon de valeur :

Le fait que les prix des biens soient exprimés en monnaie permet d'établir une comparaison de la valeur des biens les uns par rapport aux autres.

Prix monétaires	Prix relatifs
1 A = 20 DH	1 A = 1 B + 2 C
1 B = 10 DH	1 B = 2 C
1 C = 5 DH	1 C = ¼ A

C - La monnaie moyen de réserve de la valeur :

Étant un bien consommable, la monnaie permet à son détenteur de choisir entre l'utilisation totale et l'utilisation partielle de son pouvoir d'achat actuel. La monnaie réservée permet de faire face aux risques et aux aléas de l'avenir.

Cependant, période d'inflation, le pouvoir d'achat de la monnaie mise en réserve démunie. Pour faire face à ce problème, les agents économiques substituent à la monnaie dans leur patrimoine des actifs réels (terrains, bijoux, œuvres d'art,… et dans des actifs financiers).

La monnaie garde quand même l'avantage d'être parfaitement liquide, et donc toujours disponible pour saisir les opportunités qui pourraient se présenter.

II - Évolution des formes de la monnaie :

Durant l'histoire de l'humanité, la monnaie a revêtue des formes successives différentes : la monnaie marchandise, la monnaie métallique, la monnaie fiduciaire, la monnaie scripturale, et la monnaie électronique.

A- La monnaie marchandise :

Pour faire face aux problèmes du troc, les hommes ont utilisé dans chaque région du monde, une marchandise comme monnaie (le sel, le thé, le poisson séché, les coquillages, le bétail…)

La monnaie marchandise présentait, les difficultés suivantes :

La marchandise n'est pas toujours divisible, pas toujours conservable, n'est pas facile à transporter et à utiliser, et n'est pas homogène.

En raison de ces insuffisances, les hommes vont évoluer vers la monnaie métallique.

B- La monnaie métallique :

Au départ, on a utilisé les métaux non précieux (bronze, cuivre,…) mais rapidement, on a évolué vers les métaux précieux (l'or et l'argent).

Ces deux métaux présentent une double valeur :

Une valeur objective : ils sont parfaitement divisibles, éternellement conservables, faciles à utiliser et à transporter (grande valeur sous un faible volume), et homogène.

Une valeur subjective : c'est deux métaux sont baux et rares.

L'or et l'argent ont connu une évolution en trois étapes dans le mode de leur utilisation :

L'étape de la monnaie pesée : le prix est annoncé en poids, et le métal il est pesé à chaque transaction.

L'étape de la monnaie comptée : fabrication de pièces artisanales.

L'étape de la monnaie frappée : cette 3e étape est de loin, la plus importante, la plus riche en événements et en enseignement économique, elle a duré plusieurs dizaines de siècles (jusqu'au 19e siècle).

Au départ, la frappe des pièces monétaires est assurée par l'église (confiance et richesse) ; par la suite, la frappe est assurée par les féodaux, et en moyen âge, la frappe des pièces monétaires, sera monopolisée par les princes pour assurer leur prestige et consolider leur pouvoir.

Certains pays ont utilisé le bimétallisme : ont frappé des pièces monétaires à partir de l'or et l'argent, d'autres ont utilisé le monométallisme : frappe de pièces monétaires à partir d'un seul métal.

C- La monnaie fiduciaire :

Le billet monétaire tel qu'on le connaît aujourd'hui a fait son apparition en 1656 en Suède, lorsque le directeur de la banque de Stockholm, il s'appelait Palmstruck, a décidé de délivré aux escompteurs des billets de banque à la place des pièces en métal précieux.

Il est évidant que le papier monétaire, n'a été accepté comme moyen de paiement par les agents économique, que parce qu'il été convertible en or. La convertibilité est passée elle même par plusieurs étapes :

1. *La convertibilité totale :*

Lors de cette 1ère étape les pièces en métal précieux circulaient encore malgré l'apparition de billets de banque, la convertibilité se faisait sous forme de billets contre pièces, et la couverture métallique était totale.

La couverture métallique a divisé les économistes au 19e siècle ;

Une école de pensée animée par Ricardo, suggérait l'assujettissement de la création monétaire au stock d'or disponible, la raison étant d'éviter l'inflation.

Une autre école de pensée animée par Toock, suggérait une création de monnaie, en fonction des besoins d'une économie, pour éviter le blocage de l'activité économique.

2. *La convertibilité partielle :*

Avec les années, les banques ont crée une quantité de billets, dont la valeur globale est supérieure au stock d'or disponible. On ne pouvait donc maintenir la convertibilité billets contre pièces, on est ainsi passé à la convertibilité partielle : billet contre lingots d'or.

Dans ces conditions, la convertibilité n'est possible que par les agents économiques aisés. La couverture métallique n'est plus totale.

3. *La non convertibilité :*

Le début du 20e siècle a été caractérisé par des guerres, des crises économiques, l'apparition d'un régime socialiste…Les principaux pays de cette époque (Angleterre, France, USA) ont décidé après la crise de 1929 de suspendre définitivement la convertibilité interne de leurs monnaies en or : l'or devait être gardé pour les besoins étatiques et nationaux.

En 1944, et suite à la conférence de Bretton Woods, il a été décidé que les monnaies sont convertibles en dollar Américain, et celle-ci est convertible en or, mais uniquement en profit des banques centrales.

En 1971, le président américain (Richard Nixon) a suspendu la convertibilité du dollar en or : fin définitive de la convertibilité de la monnaie en or.

D- La monnaie scripturale :

Initialement, les banques recevaient des dépôts avec échéance, et accordaient des crédits à partir de ces dépôts et pour le même échéance. Dans cette pratique il n'y avait pas de crédits de monnaie, les banques ne faisaient, que prêter aux un les disponibilités des autres.

Par la suite on a assisté à l'apparition des banques de dépôts spécialisés dans la réception de dépôts à vue et dont l'octroi de crédits à court terme.

En se basant sur la loi des grands nombres, et sur l'observation statistique, la banque constate que les dépôts à vue ne sont manipulés qu'à un faible pourcentage. Elle en profite pour accorder des crédits à partir des dépôts en vue.

Dans cette pratique, il y a une création de monnaie, puisque la banque alimente les comptes des bénéficiaires des crédits sans réduire les comptes des déposants.

La monnaie créée, est une monnaie scripturale, elle circule par chèque par virement et par carte bancaire.

SECTION II : LA MASSE MONETAIRE

On appel politique économique, l'ensemble des décisions et actions décidées par l'Etat pour agir sur l'activité économique.

Il est inconcevable (inadmissible) d'adopter une politique économique sans prendre en considération l'évolution de la masse monétaire.

Lorsque cette évolution est rapide, elle engendre des risques d'inflation, lorsqu'elle est lente, elle risque de bloquer l'activité économique.

La masse monétaire est l'ensemble de moyens dont dispose des agents économiques non financiers (ANF) : les ménages et les entreprises.

La problématique de la composition de la masse monétaire :

Les actifs financiers n'ont pas tous un caractère monétaire parfait, certains ont un caractère monétaire clair. Et permettent d'acquérir immédiatement des biens et des services. D'autres ont caractère monétaire approximatif, ils sont facilement et rapidement monétisables (dépôt sur

carnet d'épargne, dépôt à terme,…) et il y a des actifs qui n'ont aucun caractère monétaire (actions, obligations).

Concernant la définition de la masse monétaire, se fait sous forme d'agrégats monétaires dans chaque pays.

Le Maroc présente trois agrégats :

M1 = Les moyens de paiement directement utilisable dans le règlement des transactions.

= Monnaie fiduciaire + monnaie scripturale

M2 = M1 + avoirs à vu non utilisable par chèque

= M1 + dépôt sur carnet auprès des banques + dépôt sur livrets chez la caisse d'épargne nationale.

M3 = M2 + placements à échéance fixe, mais facilement monétisables et sans perte en capital.

= M2 + compte à terme + bons de caisse + certificats de dépôt.

Les bons de caisse et les certificats de dépôt sont des titres émis par les banques.

On remarque que les trois agrégats sont classés par ordre de liquidité décroissante.

La vitesse de circulation de la monnaie VCM c'est le nombre de fois qu'un signe monétaire change de mains dans un intervalle de temps donné.

La portée économique ne se mesure pas uniquement par l'importance quantitative mais aussi par son degré d'utilisation : la VCM.

L'importance de la VCM dépend des éléments suivants :

- Les aspects culturels ;
- La conjoncture économique et sociale ;
- À la veille des fêtes et pendant les vacances, les dépenses augmentent ;
- Le niveau du pouvoir d'achat ;
- L'efficacité de la communication commerciale.

II LES POLITIQUES ECONOMIQUES

Tous les pays œuvrent pour la réalisation d'une croissance économique forte et durable.

La croissance économique est l'évolution du PIB d'une année à l'autre. Évidemment cette croissance s'accompagne d'un ensemble de changements dans plusieurs domaines et secteurs économiques.

$$\textbf{Taux de croissance}_N = \frac{PIB_N - PIB_{N-1}}{PIB_{N-1}} \times 100$$

Exemple :

PIB 2004 = 5000
PIB 2005 = 5500

On calcul le taux de croissance en valeur (en terme monétaire) :

$$\text{Taux de croissance 2005} = \frac{5500 - 5000}{5000} \times 100 = \boxed{10\%}$$

Les 10% expriment une croissance en terme monétaire cela signifie que cette croissance résulte de la variation des quantités produites et la variation des prix. On peut calculer la croissance en terme réel en supprimant des 10%, l'effet de la variation des prix. On peut le faire grâce au calcul suivant :

$$\textbf{Indice de croissance au prix constant} = \frac{\textbf{Indice de croissance aux prix courant}}{\textbf{Indices des prix}} \times 100$$

En supposant que le taux d'inflation en 2005, a été de 6%, en peut écrire :

$$\text{Indice de croissance au prix constant} = \frac{110}{106} \times 100 = 103{,}77$$

Remarque : on déduit de ce calcul que les quantités produites n'ont augmenté finalement que de 3,77%. Ainsi le taux de croissance en terme réel est de 3,77%.

Il ne faut pas confondre entre la croissance économique et le développement économique.

La croissance économique est une évolution quantitative, elle exprime l'évolution chiffrée du pays. Ainsi la croissance économique ne reflet pas l'évolution des conditions de vie de la population.

Le développement économique et social est une évolution à la fois quantitative et qualitative ; c'est d'abord une accumulation de richesses sous différents formes : infrastructures, technologies, savoir-faire…

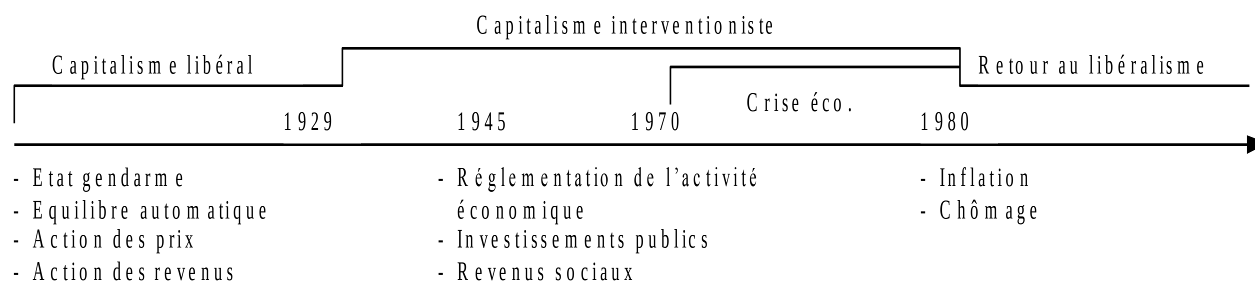
Ensuite répartir équitablement les 'fruits' de la croissance.

La combinaison de ces éléments associés à des mutations structurelles dans tous les domaines, aboutie à une amélioration du niveau de vie et du bien-être des citoyens.

Pour que la croissance économique aboutisse à un développement économique, elle doit être soutenue (pour un pays comme le Maroc, au mois 6% par an) et régulière, continue sur un nombre important d'années.

Les politiques économiques ont évidemment des soubassements théoriques, dans le cadre du système capitaliste, en relève l'évolution suivante :

Au paravent, précisant que la politique économique est l'œuvre de l'Etat. Donc l'importance de la politique économique dans la vie d'un pays dépend des degrés d'intervention de l'Etat dans l'activité économique.



Il est évident que les politiques économiques n'ont pris de l'importance qu'à partir des années 1930, et surtout après la seconde guerre mondiale. Cela explique par le fait d'avant 1929, le capitalisme était libéral, et l'Etat se contentait d'assurer des fonctions de sécurité (l'Etat gent d'arme).

Après la crise de 1929 et suite à l'apparition des thèses keynésiennes, l'Etat a commencé à intervenir à l'activité économique pour remédier aux insuffisances et aux lacunes du système capitaliste. « l'Etat providence ».

On distingue les politiques économiques conjoncturelles et les politiques économiques structurelles.

Section I : Les politiques économiques conjoncturelles

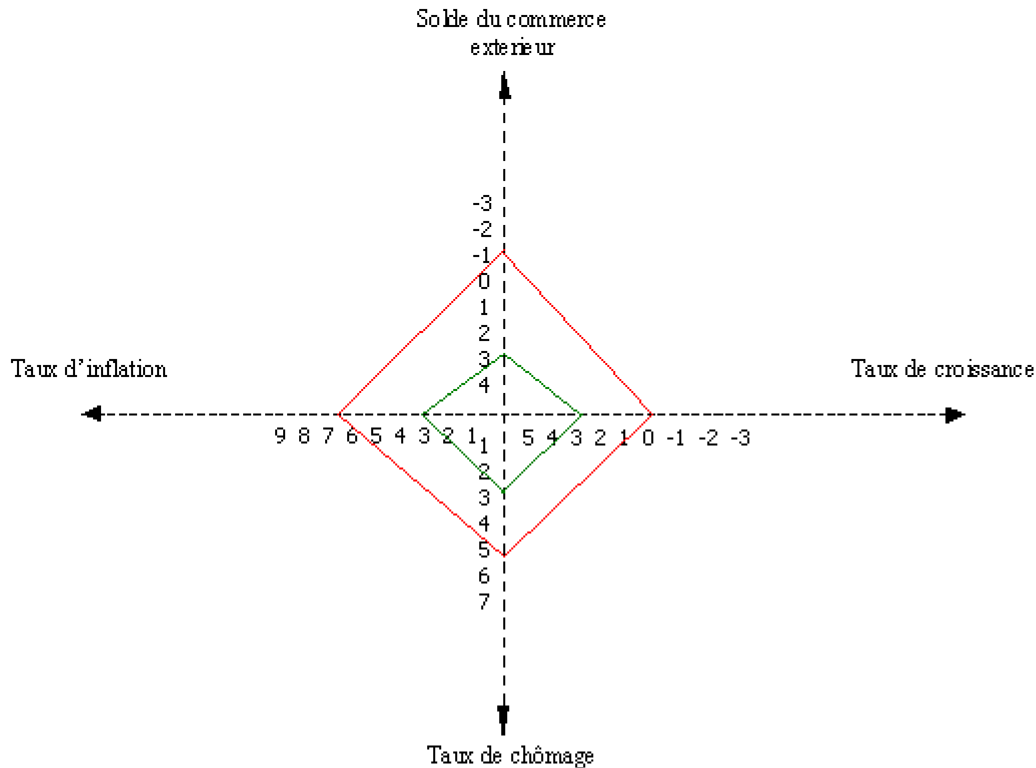
Elles ont une portée à court terme ; et elles sont plus loin, les plus utilisées par les pouvoirs publics.

Avant de présenter les principales politiques conjoncturelles, on s'intéressera d'abord à leurs objectifs et à leurs moyens.

Les objectifs et les moyens des politiques conjoncturelles

A- Les objectifs :

Les principaux objectifs des politiques économiques sont résumés dans ce que les économistes appellent le carré magique. Ces objectifs sont au nombre de quatre : la croissance économique, la stabilité des prix, la maîtrise du chômage et la réalisation d'un solde satisfaisant du commerce extérieur.



On remarque que plus les côtés du carré se rapprochent du centre, plus cela signifie que la situation économique dans le pays s'améliore.

Il faut remarquer aussi qu'il est difficile, voir impossible que les quatre objectifs soient atteints simultanément.

Exemple : pour activer la croissance économique on peut diminuer le taux d'intérêt :

- La baisse du taux d'intérêt rend l'emprunt moins cher, les ménages en profitent pour demander plus de crédits et acquérir plus de biens d'équipement ménager par exemple, ainsi la consommation des ménages augmente.
- La baisse du taux d'intérêt incite les entreprises à investir plus. Dans ces conditions, la demande globale augmente, ce qui va stimuler la production, l'emploi et donc la croissance économique.

La baisse du taux d'intérêt provoque une augmentation de la demande de crédits, il en résulte une forte création de monnaie, la masse monétaire augmentera rapidement, ce qui entraînera des tensions inflationnistes.

La baisse du taux d'intérêt stimule donc la croissance économique mais renforce l'inflation.

- ***Inflation :*** hausse des prix associée généralement à une croissance économique et donc à une baisse du chômage.
- ***Déflation :*** baisse des prix accompagnée généralement d'une récession économique et donc à un accroissement du chômage.
- ***Désinflation :*** ralentissement de l'inflation, baisse du taux d'inflation.
- ***Stagflation :*** situation dans laquelle coexistent, une forte inflation et une stagnation économique (croissance 0) c'est-à-dire un accroissement du chômage.

B- Les moyens :

Il existe plusieurs instruments que l'Etat peut utiliser pour agir sur l'activité économique. Le choix des instruments d'action dépend de l'idiologie qui est à la base de la politique économique.

A ce niveau deux idiologies s'opposent dans les pays capitalistes : l'idiologie libérale et l'idiologie interventionniste.

1- L'idiologie libérale :

C'est elle qui domine à notre époque, elle est soutenue par les pays occidentaux (USA, UE, Japon...) et les organismes internationaux (OMC, FMI et la Banque Mondiale).

L'instrument d'action privilégié par les libéraux et le taux d'intérêt.

2- L'idiologie interventionniste :

Elle découle des théories Keynésiennes. Suite à la crise de 1929, Keynes a suggéré l'intervention de l'Etat, estimant que les mécanismes automatiques du marché ne sont pas toujours en mesure d'assurer l'équilibre macro-économique. Ainsi on a assisté à partir des années 1930 et surtout au lendemain de la seconde guerre mondiale, à une très forte intervention de l'Etat dans l'économie.

Les instruments utilisés sont essentiellement l'investissement public, le budget (le déficit budgétaire), le taux d'imposition...

La politique budgétaire :

Contrairement aux économistes libéraux, Keynes estime que, dans certaines conditions le déficit budgétaire peut contribuer à relancer l'activité économique. En effet il considère que lorsque l'économie est en situation de sous-emploi, le déficit budgétaire même financé par une création de monnaie, n'entraîne pas une augmentation des prix (inflation). Lorsque l'économie est en situation de sous-emploi, l'offre est élastique.
Ainsi l'accroissement de la demande induit par le déficit budgétaire et la création de la monnaie pourra être accompagné d'un accroissement automatique de la production : il n'y a pas de raison pour que les prix augmentent.
Les principaux instruments de la politique budgétaire sont les suivant :
1- L'investissement public :

Pour Keynes, dans une situation de sous-emploi, l'investissement public crée un processus multiplicatif de la production.

C = f (R) → aR + b

a → propension marginale à consommer → $\mathbf{a} = \frac{\Delta C}{\Delta R}$

Exemple :

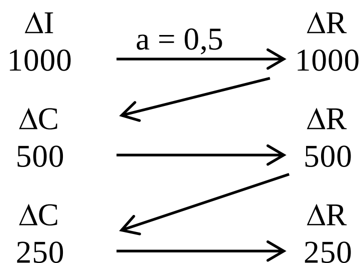
	R	C
T	1000	600
T+1	1100	670

$\Delta C = 70$, $\Delta R = 100$ } $a = \frac{70}{100} = 0,7$

'a=0,7' signifie que 70% de l'accroissement du revenu sont consacrés à la consommation et les 30% qui restent vont à l'épargne.

'b' niveau de consommation lorsque R = 0, on l'appelle aussi consommation incompressible.

Lorsque l'Etat procède à des investissements, cela se traduit par une injection de revenus dans l'économie nationale. Il en résulte un accroissement de la consommation qui incite les entreprises à augmenter leur production.



Sachant que le revenu national est équivalant à la production nationale, cette économie nationale connaîtra un deuxième accroissement de revenus.. et ainsi de suite jusqu'à la fin du processus de multiplication.

On remarque que les accroissements successifs de la production sont plus en plus faibles en raison de la fuite du processus que constitue l'épargne.

L'investissement public peut être financé par des emprunts à l'étranger, cette création de monnaie alimente la demande et ne provoque pas d'inflation en raison de l'élasticité de l'offre.

2- La redistribution des revenus (la couverture sociale) :

Grâce à des prélèvements sur tous les ménages et toutes les entreprises, l'Etat se procure des ressources qu'il peut utiliser dans un ensemble de prestations sociales : allocations familiales, indemnités, remboursement des frais de maladie... Avec cette politique, l'Etat améliore le revenu des ménages en situation difficile (forte propension marginale à consommer), il en résulte nécessairement un accroissement de la consommation très bénéfique pour l'activité nationale.

3- Les subventions d'exploitation :

- Subvention à la consommation : somme monétaire versée par l'Etat à certaines entreprises pour réduire le prix de vente. Le bénéficiaire est donc le ménage.
- Subvention de production : aides financières ou matérielles (exonération fiscales, équipement, ...) présentée par l'Etat à certains producteurs dont le revenu initiale est insuffisant. Ces aides sont surtout accordées aux agriculteurs surtout pour réduire l'exode rurale.
- Subvention à l'exportation : somme monétaire versée aux entreprises exportatrices pour améliorer artificiellement leur compétitivité sur le marché international. Ces subventions sont interdites par l'OMC en raison de la concurrence déloyale qu'elles occasionnent.

Toutes ces dépenses publiques (investissements publics, redistributions et subventions) se traduisent par l'accroissement de déficit budgétaire.

Ce déficit est différemment analysé par les économistes :

Les keynésiens **:** ils estiment que ce déficit est favorable à l'économie nationale : **le déficit relance l'activité économique.**

D'un autre côté, Keynes estime que ce déficit peut être financé par une création de monnaie favorable à l'activité économique. En effet, il estime que lorsque l'offre de monnaie augmente le taux d'intérêt diminue, ce qui accroît la consommation et l'investissement stimule la croissance de l'emploi.

Les économistes libéraux **:** ils s'opposent à l'intervention de l'Etat et donc au déficit budgétaire. Ils justifient ce point de vue par les éléments suivant :

- Lorsque la dette de l'Etat est importante, le service de la dette (le remboursement) commence à s'accaparer une bonne partie des ressources de l'Etat au détriment du dépenses productives (routes, barrages, écoles...)
- L'effet d'éviction : c'est le fait qu'une bonne partie des capitaux disponibles s'oriente vers le secteur public au détriment du secteur privé. Quand on sait que le secteur privé est le principal animateur de l'activité économique on comprend que l'effet d'éviction a un aspect négatif.
- Risque d'augmentation du taux d'intérêt : lorsque l'Etat finance son déficit budgétaire par le recours aux emprunts (cession des bons de trésor par exemple) il engendre une baisse importante de l'offre des capitaux, ce qui se traduit par l'accroissement du taux d'intérêt, la réduction de la consommation et de l'investissement et donc le ralentissement de la croissance et l'accroissement du chômage.

C'est pour ces multiples raisons que les libéraux avantagent l'intervention par une politique monétaire et non pas par une politique budgétaire.